

Service Eau et Environnement

**Cartographie de l'aléa et du risque incendie de forêt
et élaboration du Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies
(PDPFCI)**

Marché passé selon la procédure adaptée

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES N° : M-DDT19-2024-01

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 - DÉLAI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 4 - DESCRIPTION ET MODALITÉS DE RÉALISATION DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 6 - ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	5
6.1 - Organisation de l'équipe.....	5
6.2 - Obligations du titulaire.....	5
6.3 - Discrétion et confidentialité.....	6
6.4 - Documents à produire pendant l'exécution du marché.....	6
6.5 - Propriété intellectuelle et exploitation des résultats.....	6
ARTICLE 7 - ENGAGEMENTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	7
ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE.....	7
ARTICLE 9 - PÉNALITÉS DE RETARD.....	7
ARTICLE 10 - PRIX DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 11 - VARIATION DES PRIX.....	8
ARTICLE 12 - MODALITÉS DE PAIEMENT.....	8
12.1 - Avance.....	8
12.2 - Facturation.....	8
12.3 - Intérêts moratoires.....	10
12.4 - Changements affectant la société.....	10
ARTICLE 13 - RECOURS À LA SOUS-TRAITANCE.....	10
ARTICLE 14 - NANTISSEMENT ET CESSIION DE CRÉANCES.....	10
ARTICLE 15 - RÉSILIATION.....	11
ARTICLE 16 - RÈGLEMENT DES LITIGES.....	11

Pouvoir Adjudicateur :

Direction départementale des territoires de la Corrèze,
Cité administrative Jean Montalat,
Place Martial Brigouleix,
19 011 Tulle cedex

Profil acheteur sur la plateforme de dématérialisation PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

La directrice départementale des territoires de la Corrèze, par arrêté préfectoral AP-n°19-2020-08-24-031 en date du 24 août 2020 portant délégation de signature à Mme Marion Saadé, directrice de la direction départementale des territoires de la Corrèze en matière d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur.

Textes de référence mentionnés dans le présent document :

Articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique ;
Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché comprend 2 tranches :

- la création de la cartographie de l'aléa et du risque d'incendie de forêt sur le département de la Corrèze (**tranche ferme**) ;
- l'élaboration du Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI) pour le département de la Corrèze (**tranche optionnelle**).

La durée prévue du plan est de 10 ans.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG Prestations Intellectuelles, le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes :

- l'acte d'engagement (ATTRI1), dont seul l'exemplaire détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi ;
- le règlement de consultation, dont seul l'exemplaire détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi ;
- le présent document et son annexe, dont seul l'exemplaire détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi ;
- le CCTP dont seul l'exemplaire détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi ;

- La décomposition du prix global et forfaitaire complété, daté, signé et cachet de l'organisme ;
- le cadre du détail estimatif dont seul l'exemplaire détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi ;
- la candidature et l'offre technique et financière du titulaire, dont seul l'exemplaire détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi ;
- l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

ARTICLE 3 - DÉLAI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Début d'exécution prévu des prestations : à la date de notification du marché.

Fin d'exécution des prestations : 18 mois après la date de notification du marché.

ARTICLE 4 - DESCRIPTION ET MODALITÉS DE RÉALISATION DE LA PRESTATION

Le titulaire fournit les prestations décrites dans sa proposition conformément aux prescriptions au CCTP et au plan type d'un PDPFCl. La proposition ainsi que toute documentation afférente sont rédigées en langue française.

Le marché comporte deux tranches, une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Documents contractuels :

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement (ATTRI1)
- Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG/PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF);
- le Cadre du Détail Estimatif (CDE) ;
- le mémoire technique du titulaire et ses annexes.

L'exemplaire original des pièces constitutives du marché, conservé dans les archives de la personne représentant le pouvoir adjudicateur fait seul foi.

Modifications de détail au dossier de consultation :

Le représentant de la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6 - ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

6.1 - ORGANISATION DE L'ÉQUIPE

Pendant toute la durée d'exécution du marché :

Le titulaire :

- s'engage à mettre en place des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique ;
- signale au pouvoir adjudicateur, dès qu'il en a connaissance, toute démission, licenciement ou délivrance d'un congé légal d'une durée telle qu'elle affecte la composition de l'équipe et la bonne exécution des prestations ;
- peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants, tout remplacement s'effectuant à niveau égal de compétence, d'expérience et de formation et sans augmentation du montant des prestations.

Le pouvoir adjudicateur :

- se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire ;
- donne son approbation à toute proposition du titulaire de remplacement d'un ou de plusieurs intervenants.

Dispositions applicables en cas d'intervenant étranger:

- en cas de litige, la loi française est seule applicable au présent marché, les tribunaux français sont seuls compétents ;
- la monnaie de compte est l'Euro ;
- tout rapport, toute documentation, toute correspondance doit être rédigé en français.

6.2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations dans un délai de 24 heures. Il en informe le représentant du pouvoir adjudicateur par courrier électronique ou par téléphone, sous réserve, dans ce dernier cas, d'adresser un courrier électronique de confirmation à l'adresse indiquée dans l'heure qui suit.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents, les connaissances antérieures du pouvoir adjudicateur et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. **Ces informations, documents, connaissances antérieures du pouvoir adjudicateur ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.** Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

6.3 - DISCRÉTION ET CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation des prestations.

Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la réalisation des prestations.

6.4 - DOCUMENTS À PRODUIRE PENDANT L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

6.4.1 – Pour la cartographie de l'aléa et du risque :

- un rapport de présentation avec la méthode utilisée, les données ainsi que les résultats,
- des bases de données et documents graphiques avec cartographie :
 - de l'aléa subi,
 - de l'aléa induit,
 - des enjeux,
 - du risque.

6.4.2 – Pour le PDPFCI :

- un document final illustré en couleur, le PDPFCI, auquel seront annexées les cartes produites
- un document annexe reprenant les documents produits au cours de l'étude qui ne peuvent pas être intégrés au PDPFCI (CR de réunions, analyses, etc)
- les bases de données et documents cartographiques créés au cours de l'étude en format Système d'Information Géographique
- un diaporama de présentation du PDPFCI destiné à permettre au commanditaire communiquer sur celui-ci, y compris sur son élaboration

Le contenu des documents est détaillé dans le CCTP.

6.5 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET EXPLOITATION DES RÉSULTATS

Le titulaire garantit à la direction départementale des territoires la complète et définitive jouissance des droits d'exploitation (diffusion et reproduction) de l'ensemble des textes, données, cartes et images qu'il sera amené à réaliser pour cette étude conformément à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG Prestations intellectuelles. L'option B du CCAG est appliquée.

La direction départementale des territoires s'engage à citer systématiquement le titulaire lors de toute utilisation de ces résultats.

Tous les droits sur la mission, y compris la valorisation et l'exploitation des fichiers de données brutes et résultats, sont la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur.

Tout consultant, expert ou sous traitant participant à l'exécution des prestations sera tenu à la stricte confidentialité sur l'ensemble des informations relatives à cette mission
La signature du présent contrat vaut acceptation tacite de ces clauses.

ARTICLE 7 - ENGAGEMENTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur s'engage à collaborer avec le titulaire du marché tout au long de l'exécution du marché et à lui fournir toute information utile pour l'exécution de sa prestation.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations.

Toute inexécution de cette obligation par le titulaire, conduisant à une impossibilité pour le pouvoir adjudicateur d'utiliser tout ou partie des résultats, déclenche la procédure de résiliation définie, après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet, en application des dispositions de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG Prestations intellectuelles.

Assurances:

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de 15 jours, à compter de la notification du marché, et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 9 - PÉNALITÉS DE RETARD

Il sera fait application des dispositions de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG Prestations intellectuelles.

ARTICLE 10 - PRIX DES PRESTATIONS

L'étude est rémunérée sur la base d'un prix global, forfaitaire et définitif, après remise des documents validés par le maître d'ouvrage.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution de la prestation. Ils s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur. Ils sont établis aux conditions économiques correspondant à la date limite de remise des offres indiquée en page de garde de l'acte d'engagement du présent marché.

Dans le cadre de sa proposition financière, le prestataire devra faire une estimation détaillée des coûts affectés à chaque partie (cartographie aléa et risque, et PDPFCI), ainsi qu'à chaque phase de l'étude, le personnel qui en aura la charge et le temps consacré.

Pour un groupement conjoint solidaire, le détail des prestations exécutées par chacun des membres du groupement conjoint ainsi que la répartition de la rémunération correspondante sont joints en annexe au présent contrat.

Les prix sont fermes et actualisables.

12.1 - AVANCE

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

A compter de la réception de la facture dématérialisée sur le portail Chorus Pro, le paiement s'effectue dans un délai maximum de 30 jours par mandat administratif sur le compte bancaire suivant *(joindre un RIB ou un RIP)* :

compte ouvert à l'organisme bancaire :														
à :														
au nom de :														
sous le numéro :												clé RIB :		
code banque :						code guichet :								

Groupement solidaire : (compte joint pour les co-traitants)

compte ouvert à l'organisme bancaire :																		
à :																		
au nom de :																		
sous le numéro :																clé RIB :		
code banque :																code guichet :		

Groupement conjoint :

Cotraitant 1																		
compte ouvert à l'organisme bancaire :																		
à :																		
au nom de :																		
sous le numéro :																clé RIB :		
code banque :																code guichet :		

Cotraitant 2																		
compte ouvert à l'organisme bancaire :																		
à :																		
au nom de :																		
sous le numéro :																clé RIB :		
code banque :																code guichet :		

Le règlement s'effectuera :

- par acomptes intermédiaires sur présentation de factures au fur et à mesure de l'état d'avancement des prestations
- puis le solde sur présentation des justificatifs de réalisation complète des prestations.

Chaque facture est à faire parvenir, par voie dématérialisée sous Chorus, avec copie à la DDT. L'objet devra préciser le numéro de marché et le numéro d'engagement juridique.

La facture comporte impérativement et de manière lisible les éléments suivants :

- le nom, la raison sociale ainsi que l'adresse du titulaire,
- le numéro du marché le cas échéant,
- le détail des prestations exécutées,
- les montants HT et TTC ainsi que le taux et le montant de la TVA

Conformément aux articles R.2193-11 à R.2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa facture au titulaire du marché sous pli recommandé avec accusé

de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Celle-ci, revêtue de l'acceptation du titulaire (cachet de l'entreprise et signature lisible), est transmise par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

12.3 - INTÉRÊTS MORATOIRES

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

12.4 - CHANGEMENTS AFFECTANT LA SOCIÉTÉ

Durant la période de validité du marché, le titulaire (ou ses sous-traitants) est tenu de communiquer par écrit, au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire (ou ses sous-traitants) est informé que le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas eu connaissance.

L'administration ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications propres au titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 13 - RECOURS À LA SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le pouvoir adjudicateur paie directement chaque sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées lorsque le montant du contrat sous-traité est au moins égal ou supérieur à 600 € TTC.

L'obligation de discrétion professionnelle et de confidentialité définie au point 7.3 (mentionné ci-dessus) s'applique dans les mêmes termes et avec les mêmes conséquences au(x) sous-traitant(s).

Le titulaire reste l'unique interlocuteur du pouvoir adjudicateur. Il demeure personnellement responsable pour l'ensemble des prestations y compris celles sous-traitées.

ARTICLE 14 - NANTISSEMENT ET CESSIION DE CRÉANCES

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créances selon les conditions prévues aux articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur délivre au titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en exemplaire unique, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

ARTICLE 15 - RÉSILIATION

Les dispositions de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG Prestations intellectuelles s'appliquent.

ARTICLE 16 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Conformément aux articles R. 2197-1 et R. 2197-23 et R. 2197-24 du code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution du présent marché, les parties peuvent recourir au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le tribunal administratif de Lyon pour déposer :

- soit un recours gracieux, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, auprès de M. le préfet de la Corrèze. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du Code de justice administrative.
- soit un recours hiérarchique, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, auprès de M. le ministre chargé des forêts. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du Code de justice administrative.
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la présente décision. Le tribunal administratif peut être saisi par courrier ou par voie électronique depuis l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet www.telerecours.fr. Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats et les communes de plus de 3500 habitants.

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

ANNEXE
EN CAS DE GROUPEMENT CONJOINT

Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants
Répartition de la rémunération correspondante

1. Détail des prestations :

Nom du mandataire cotraitant 1		Prestations du mandataire - Poste(s) technique(s)
Autres cotraitants		Prestations des autres cotraitants - Poste(s) technique(s)
N° 2		
Autres cotraitants		Prestations des autres cotraitants - Poste(s) technique(s)
N° 3		

2. Répartition de la rémunération :

Prestations		Montant hors TVA	Montant TVA	Montant TVA incluse
Mandataire - cotraitant 1				
TVA	<input type="text"/> %			
TVA	<input type="text"/> %			
Prestation de mandat				
Total mandataire (I)				
Autres cotraitant				
N° <input type="text"/> 2	TVA <input type="text"/> %			
	TVA <input type="text"/> %			
N° <input type="text"/> 3	TVA <input type="text"/> %			
	TVA <input type="text"/> %			
Total cotraitants				